

INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

AA-010591-002

Assistance Technique à la DGPC en support au programme de Modernisation
Routière I & II (Tunisie)

Lors de la soumission de leur offre, les soumissionnaires doivent suivre toutes les instructions, tous les formulaires, tous les termes de référence, toutes les dispositions contractuelles et tous les cahiers des charges contenus dans le présent dossier d'appel d'offres. Le défaut de soumission d'une offre contenant toutes les informations et tous les documents requis dans le délai imparti peut entraîner le rejet de l'offre.

Lors de la soumission de leur offre, les soumissionnaires ne doivent inclure aucune donnée à caractère personnel au-delà des informations requises dans le présent dossier d'appel d'offres.

Les présentes instructions définissent les règles de soumission, de sélection et de mise en œuvre des marchés financés dans le cadre du présent appel d'offres, conformément au guide de passation de marchés «BEI Corporate & Technical Assistance Procurement Guide» (disponible à l'adresse suivante: <https://www.eib.org/fr/publications/eib-s-corporate-and-technical-assistance-procurement-guide>).

1 Services à fournir

Les services requis par le pouvoir adjudicateur sont décrits dans le cahier des charges. Elles figurent dans la partie B du présent dossier d'appel d'offres.

2 Type de contrat

Contrat en régie

3 Calendrier

	DATE	TEMPS*
Date limite pour demander des éclaircissements au pouvoir adjudicateur	25/06/2026	23 :59 HEC
Date limite à laquelle le pouvoir adjudicateur doit fournir des éclaircissements	02/07/2026	23 :59 HEC
Date limite de réception des offres par le pouvoir adjudicateur	27/08/2026	12 :00 HEC
Date d'achèvement de l'évaluation des offres techniques	Sept/Oct 2026□	-
Notification de l'attribution	Sept/Oct 2026□	-
Signature du contrat	Oct 2026□	-
Date de début	Oct/Nov 2026□	-

* Toutes les heures sont dans le fuseau horaire du pays du pouvoir adjudicateur

□□Date provisoire

4 Participation et sous-traitance

- a) La participation est ouverte aux personnes physiques et morales intéressées - participant individuellement ou dans un groupement (consortium) de soumissionnaires. La participation est également ouverte aux organisations internationales.
- b) Une seule offre peut être soumise par une personne physique ou morale, quelle que soit la forme de participation (en tant qu'entité juridique individuelle ou en tant que chef de file ou membre d'un consortium soumettant une offre). Si une personne physique ou morale soumet plusieurs offres, toutes les offres auxquelles elle a participé seront exclues.
- c) Les personnes physiques ou morales ne sont pas autorisées à participer au présent appel d'offres ou à se voir attribuer un marché si elles se trouvent dans l'une des situations d'exclusion prévues à l'article 57 de la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil, ou si elles font l'objet d'une sanction ou d'une mesure restrictive¹ imposée ou administrée par l'Union européenne;² ou les États-Unis d'Amérique.

Les soumissionnaires sont exclus de la présente procédure d'appel d'offres si l'un des motifs d'exclusion obligatoires de rejet s'applique.

Les soumissionnaires peuvent être exclus de la présente procédure d'appel d'offres si l'un des motifs d'exclusion discrétionnaires s'applique.

Les soumissionnaires sont exclus de la présente procédure d'appel d'offres s'ils ont été enregistrés dans le système de détection rapide et d'exclusion de la Commission Européenne.

Les soumissionnaires sont exclus de la présente procédure d'appel d'offres s'ils ont été inscrits sur la liste des décisions d'exclusion de la BEI.

- d) La sous-traitance est autorisée. Si le soumissionnaire a l'intention de sous-traiter une ou plusieurs parties des services contractés, cela doit être clairement indiqué dans l'organisation et la méthodologie ainsi que dans le formulaire de soumission de l'offre.
- e) Même si la sous-traitance est autorisée, le soumissionnaire doit avoir l'intention de fournir lui-même la majorité des services, à l'exception des tâches confiées à des experts en tant que personnes physiques ou sociétés unipersonnelles. À cet égard, il convient de noter que les experts individuels recrutés pour le projet en tant qu'experts principaux ou non-principaux ne sont pas considérés comme des sous-traitants.
- f) Les sous-traitants ne peuvent se trouver dans aucune des situations d'exclusion prévues à l'article 57 de la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil ni faire l'objet d'une sanction ou d'une mesure restrictive imposée ou administrée par l'Union européenne; ou les États-Unis d'Amérique.
- g) Chaque fois que le pouvoir adjudicateur le demande, l'attributaire/le contractant présente une déclaration du sous-traitant envisagé attestant qu'il ne se trouve pas dans l'une des situations d'exclusion. En cas de doute, le pouvoir adjudicateur demande des pièces justificatives attestant que le sous-traitant ne se trouve pas dans une situation d'exclusion.

¹ Par "cible d'une sanction ou d'une mesure restrictive", on entend l'opérateur économique i) inscrit sur une liste de sanctions, ou ii) détenu ou contrôlé (directement ou indirectement) à 50 % ou plus (individuellement ou globalement) par une personne ou une entité figurant sur une liste de sanctions, ou agissant pour le compte ou sur les instructions d'une telle personne ou entité, ou iii) établi ou résidant dans un pays soumis à des sanctions, ou organisé ou constitué en société en vertu de la législation d'un pays soumis à des sanctions, ou détenu ou contrôlé par une telle personne ou entité, ou agissant pour le compte ou sur les instructions d'une telle personne ou entité. Par "pays sanctionné", on entend un pays ou territoire qui est, ou dont le gouvernement est, à tout moment, la cible d'une sanction ou d'une mesure restrictive globale à l'échelle du pays ou du territoire imposée ou administrée par les autorités compétentes décrites dans la présente sous-section (h).

² En vertu du titre V, chapitre 2, du traité sur l'Union européenne ou de l'article 215 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, soit de manière autonome, soit en vertu des sanctions décidées par le Conseil de sécurité des Nations unies sur la base de l'article 41 de la charte des Nations unies.

- h) Si l'offre inclut la sous-traitance, il est recommandé que les accords contractuels entre le soumissionnaire et ses sous-traitants prévoient la médiation, conformément aux pratiques nationales et internationales, en tant que méthode de règlement des litiges.

5 Critères de sélection

Les critères de sélection suivants seront appliqués aux soumissionnaires. Lorsque les offres sont soumises par un consortium, ces critères de sélection seront appliqués au consortium dans son ensemble, et non à chaque membre du consortium individuellement.

Prestations: S'appuyer sur la capacité d'autres entités

En ce qui concerne les critères relatifs à la capacité économique et financière et les critères relatifs à la capacité technique et professionnelle, un opérateur économique pourrait, le cas échéant et pour un marché déterminé, faire valoir les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens qu'il entretient avec celles-ci.

En ce qui concerne les critères économiques et financiers, les entités dont le soumissionnaire invoque la capacité **deviennent conjointement et solidairement responsables de l'exécution du marché.**

En ce qui concerne les critères techniques et professionnels, un opérateur économique **ne peut faire appel aux capacités d'autres entités que lorsque celles-ci exécuteront** les services pour lesquels ces capacités sont requises. Dans ce cas, le soumissionnaire décrira dans sa stratégie les modalités de l'engagement en indiquant clairement les ressources sur lesquelles il compte s'appuyer et les conditions dans lesquelles le soutien s'appliquera (veuillez vous reporter à la section 6.1, paragraphe 3, ci-dessous).

Lorsque le soumissionnaire fait valoir les capacités d'autres entités, il doit prouver au pouvoir adjudicateur qu'il disposera des ressources nécessaires à l'exécution du marché, en produisant un engagement (voir le modèle de lettre d'engagement – partie C.01 du présent dossier d'appel d'offres) de la part de ces entités à mettre ces ressources à sa disposition. Ces entités, par exemple la société mère de l'opérateur économique, doivent respecter les mêmes règles d'éligibilité et remplir les mêmes critères de sélection pertinents que l'opérateur économique. Le pouvoir adjudicateur vérifie s'il existe des motifs d'exclusion. Le pouvoir adjudicateur exige que l'opérateur économique remplace une entité qui ne remplit pas un critère de sélection pertinent ou pour laquelle il existe des motifs d'exclusion obligatoires. Le pouvoir adjudicateur peut exiger que l'opérateur économique se substitue à une entité pour laquelle il existe des motifs d'exclusion non obligatoires.

5.1 Capacités économiques et financières du soumissionnaire (Sur la base du point 3 du formulaire de soumission d'offres). Si le soumissionnaire (*le chef de file ou l'un des membres du consortium*) est un organisme public, des informations équivalentes doivent être fournies.

- a) le chiffre d'affaires annuel du soumissionnaire (l'entité juridique autonome ou le consortium dans son ensemble) doit s'élever à au moins **1 200 000 EUR** pour chacun des **3 derniers** exercices clôturés (**2023, 2024, 2025**).

Note aux soumissionnaires : dans le formulaire de soumission d'offres, assurez-vous de préciser le(s) exercice(s) financier(s) effectif(s) pour lequel (lesquels) les données sont fournies.

5.2 Capacités professionnelles du soumissionnaire (Sur la base du point 4 du formulaire de soumission d'offres)

- (a) L'effectif permanent du soumissionnaire (l'entité juridique autonome ou le consortium dans son ensemble) travaillant actuellement dans des domaines liés au présent marché (voir la description des services fournie dans les termes de référence) doit compter au moins **8 personnes** pour chacun des **3 derniers** exercices (**2023, 2024, 2025**).

Note aux soumissionnaires : dans le formulaire de soumission d'offres, assurez-vous de préciser le(s) exercice(s) effectif(s) pour lequel (lesquels) les données sont fournies.

5.3 Capacités techniques du soumissionnaire (Sur la base du point 5 du formulaire de soumission d'offres)

- a) Le soumissionnaire (entreprise autonome ou consortium) a mis en œuvre au moins **trois (3) projets** présentant les caractéristiques suivantes :

Période de mise en œuvre	Du 01/01/2020 à la date limite pour la réception des offres
Valeur minimale du marché (EUR)	750 000 EUR
Les missions en cours sont-elles admissibles ?	Non
Pays/régions	Tous
Participation minimale (%)	50%
Périmètre des activités admissibles réalisées	Missions de conseils dans le domaine des transports routiers avec des activités de renforcement des capacités des institutions publiques, de la gestion et de l'appui à des unités de gestion de projets et/ou d'études de pré faisabilité ou de faisabilité
Autres caractéristiques et (ou) exigences	/

- b) Le soumissionnaire (entreprise autonome ou consortium) a mis en œuvre au moins **trois (3) projets** présentant les caractéristiques suivantes :

Période de mise en œuvre	Du 01/01/2020 à la date limite pour la réception des offres
Valeur minimale du marché (EUR)	500 000 EUR
Les missions en cours sont-elles admissibles ?	Non
Pays et régions admissibles	Tous
Participation minimale (%)	50%
Périmètre des activités admissibles réalisées	Missions de conseils dans le domaine des études d'impact social et environnemental et/ou de la mise en œuvre des plans et de systèmes de gestion environnementale et sociale concernant des projets de transports routiers.
Autres caractéristiques et (ou) exigences	Projets financés par des prêts et/ou dons de donateurs internationaux ou d'Institutions Financières Internationales.

- c) Le soumissionnaire (entreprise autonome ou consortium) a mis en œuvre au moins **3 (trois) projets** présentant les caractéristiques suivantes :

Période de mise en œuvre	Du 01/01/2020 à la date limite pour la réception des offres
Valeur minimale du marché (EUR)	Voir critères (a) et (b)
Les missions en cours sont-elles admissibles ?	Non
Pays et régions admissibles	MENA

Participation minimale (%)	50%
Périmètre des activités admissibles réalisées	Au moins trois (3) des projets remplissant les critères 3(a) et/ou 3(b) ont été réalisés dans la région MENA
Autres caractéristiques et (ou) exigences	N/A

Note aux soumissionnaires :

- i. *Chaque projet présenté comme référence peut être utilisé pour remplir un ou plusieurs critères.*
- ii. Le nombre de références à fournir ne doit pas dépasser **10 références**.
- iii. les références du projet soumises doivent avoir été complétées à tout moment au cours de la période de référence, même si elles peuvent avoir commencé plus tôt.
- iv. Les projets présentés comme références doivent être constitués d'un seul contrat (et d'avenants). Dans le cas des contrats-cadres/conventions, seuls les contrats spécifiques correspondant à des missions exécutées au titre de ces contrats-cadres (appels d'offres) sont inclus et sont pris en considération. Le cumul de plusieurs contrats d'appel d'offres mis en œuvre au titre d'un contrat-cadre/d'une convention spécifique n'est pas autorisé et ne sera pas pris en considération.
- v. **Uniquement pour les critères de sélection pour lesquels un contrat en cours est accepté :** Le soumissionnaire peut présenter comme référence une partie d'un contrat qui a été exécuté avec succès, même si le contrat est toujours en cours. Dans ce cas, seule la partie des services qui ont été achevés avec succès sera prise en considération et devra satisfaire à tous les critères de sélection (notamment en termes de date d'achèvement, de valeur des services, de contribution du soumissionnaire en % de la participation de l'entité). Comme pour toute autre référence (voir ci-dessous), le soumissionnaire doit être en mesure de fournir des preuves documentaires prouvant l'exactitude des informations fournies dans les références.
- vi. Lorsque les projets référencés ont été mis en œuvre par des consortiums comprenant deux ou plusieurs des membres désormais associés en tant que consortium pour la présente procédure d'appel d'offres, leurs pourcentages respectifs sont additionnés, afin que l'offre soit évaluée sur la base du consortium dans son ensemble.
- vii. L'expérience antérieure ayant entraîné la rupture du contrat et la résiliation par un pouvoir adjudicateur ne doit pas être utilisée comme référence.
- viii. **Les preuves documentaires des références présentées doivent être fournies dans le cadre de l'offre (voir le point 6.1 ci-dessous).** Le ou les documents présentés comme preuves documentaires (tels que les certificats d'exécution ou d'achèvement du client) doivent mentionner **clairement, au minimum**, le titre du projet, le nom de l'entité, le % de participation (en cas de consortium), les dates de mise en œuvre (début et fin) et la valeur des services fournis.
- ix. Les informations fournies dans la référence doivent être suffisamment précises et explicites en ce qui concerne les critères de sélection. Le comité d'évaluation appréciera les références par rapport aux critères de sélection uniquement sur la base des informations fournies dans la référence.

6 Contenu des offres

Les offres, toute la correspondance et tous les documents relatifs à l'offre échangés par le soumissionnaire et le pouvoir adjudicateur doivent être rédigés en français.

Les pièces justificatives soumises par le soumissionnaire peuvent être rédigées dans une autre langue, à condition qu'elles **soient accompagnées d'une traduction dans la langue de la procédure**. Aux fins de l'interprétation de l'offre, la langue de la procédure prévaut.

L'offre doit comprendre une offre technique et une offre financière, qui doivent être soumises conformément au point 10 ci-dessous.

6.1 Offre technique

L'offre technique doit comprendre les documents suivants:

- (1) **Le formulaire de soumission de l'offre** (inclus dans la partie C.01 du présent dossier d'appel d'offres)

Veuillez noter que tout document supplémentaire (brochure, lettre, etc.) envoyé avec le formulaire de soumission de l'offre ne sera pas pris en considération.

- (2) **Déclarations, dossiers juridiques et administratifs.**

Pour chaque entité juridique identifiée à la section 1 du formulaire de soumission de l'offre, les documents suivants doivent être fournis :

- a) **Déclaration du soumissionnaire signée**, en suivant le modèle figurant dans la partie C.01 du présent dossier d'appel d'offres, y compris la déclaration sur les capacités professionnelles figurant à l'annexe C.01.e du dossier d'appel d'offres
- b) **Déclaration(s) sur l'honneur signées sur les critères d'exclusion et de sélection et sur l'absence de conflit d'intérêts** au moyen du modèle figurant dans la partie C.01 du présent dossier d'appel d'offres. *Cette déclaration doit également être fournie par les entités fournissant des capacités (le cas échéant).*

Le pouvoir adjudicateur acceptera le document unique de marché européen (DUME) comme alternative à la déclaration.

- c) **le(s) dossier(s) «entité(s) juridique(s)»**, en utilisant le modèle figurant dans la partie C.02 du présent dossier d'appel d'offres, accompagné(s) d'une copie de l'enregistrement officiel de la société,
- d) **Signature dûment autorisée**: un document officiel (statuts, procuration, déclaration notariale, etc.) prouvant que la personne qui signe au nom de l'entité est dûment autorisée à le faire. Veuillez indiquer dans le document et le lieu dans le document concerné où cette autorisation est mentionnée.
- (3) La **fiche technique** du formulaire de soumission de l'offre, en utilisant le modèle figurant dans la partie C.07. du dossier d'appel d'offres, à **soumettre dans un format Excel modifiable.**
- (4) **Le document Organisation et méthodologie** (devenant l'annexe III du contrat), à établir par le soumissionnaire en suivant les instructions suivantes :

Justification

- Tout commentaire sur les termes de référence revêtant une importance pour la bonne exécution des activités, en particulier ses objectifs et les résultats escomptés, démontrant ainsi le degré de compréhension du contrat. Un avis sur les questions clés liées à la réalisation des objectifs du marché et aux résultats escomptés.
- Une explication des risques et hypothèses affectant l'exécution du contrat, y compris ceux identifiés dans les Termes de Référence et au-delà. Le consultant fournira une analyse des risques, y compris la probabilité des risques et leur niveau d'impact. En outre, le soumissionnaire proposera des mesures d'atténuation adéquates.

Stratégie

- Un aperçu de l'approche proposée pour la mise en œuvre du contrat.
- Une description des activités proposées jugées nécessaires pour atteindre les objectifs du marché. Cette description expliquera comment ces activités seront mises en œuvre et quelles ressources sont jugées nécessaires à leur mise en œuvre (voir ci-dessous).
- Les moyens engagés correspondants (ressources humaines, temps de travail et utilisation des dépenses accessoires, etc.) et les résultats et éléments livrables de chacune de ces activités. Une description de l'organisation de l'équipe - rôles & responsabilités des experts impliqués.
- Dans le cas d'une offre soumise par un consortium, une description de la contribution de chacun des membres du consortium et de la répartition et de l'interaction des tâches et des responsabilités entre eux. En outre, la participation de tous les membres du consortium sera considérée comme une valeur ajoutée dans l'évaluation des offres. Si l'offre est soumise par une seule entreprise, le total des points disponibles pour cette partie de la grille d'évaluation sera attribué.
- Une description des moyens d'appui (backstopping) dont disposera l'équipe d'experts du soumissionnaire pendant l'exécution du marché.
- Une description des modalités de sous-traitance prévues, avec une indication claire des tâches qui seront confiées à un sous-traitant et une déclaration du soumissionnaire garantissant l'éligibilité de tout sous-traitant.
- Une description des arrangements d'engagement avec des indications claires sur les ressources sur lesquelles le soumissionnaire prévoit de s'appuyer et dans quelles conditions le soutien s'appliquera.

Standards de qualité

Le soumissionnaire devra démontrer qu'il dispose d'un système de management de la qualité formalisé et opérationnel, conforme à des normes reconnues au niveau international. À ce titre, la certification ISO 9001 en vigueur, ou toute certification équivalente, est requise.

Il décrira dans son offre l'organisation mise en place pour garantir la qualité des prestations, y compris les procédures de contrôle interne, de validation des livrables, de gestion des non-conformités et d'amélioration continue, ainsi que les responsabilités associées

Calendrier des activités et des ressources

- Le calendrier, l'ordre et la durée des activités proposées, en tenant compte du temps de mobilisation.
- L'identification et le calendrier des principales étapes de l'exécution du contrat, y compris une indication de la manière dont la réalisation de celles-ci serait reflétée dans les rapports, en particulier ceux stipulés dans le cahier des charges.
- Estimation de l'allocation de jours par expert (ou catégorie d'experts) et par activité
- Nombre estimé de jours de travail des experts (ou des catégories d'experts) pendant la période de mise en œuvre du projet

Remarque: le document *Organisation et méthodologie* **ne doit pas dépasser 50 pages** (au format A4 ou A3 pour les tableaux ou schémas), **y compris les annexes**. Il doit être rédigé en police Arial 10 ou une taille de police équivalente (par exemple Calibri 11, Times New Roman 11, etc.), avec des marges et un espacement normaux.

Le non-respect de cette exigence entraînera une réduction allant jusqu'à 2 points de la note

(5) **Experts principaux** (constituera l'annexe IV du contrat).

- a) Déclarations **signées d'exclusivité et de disponibilité** pour chaque expert principal (en utilisant le modèle C.03 inclus dans le dossier d'appel d'offres). L'objectif de la déclaration d'exclusivité et de disponibilité est le suivant:
- Les experts principaux proposés dans la présente offre ne doivent faire partie d'aucune autre offre soumise dans le cadre de la présente procédure d'appel d'offres. Ils doivent donc s'engager exclusivement envers le soumissionnaire.
 - Chaque expert principal doit s'engager à être disponible, capable et disposé à travailler pendant toute la période prévue pour sa contribution à la mise en œuvre des tâches définies dans le cahier des charges et/ou dans l'organisation et la méthodologie.

Notez que les experts non-principaux ne doivent pas être invités à signer des déclarations d'exclusivité et de disponibilité.

Tout expert travaillant sur un autre projet, lorsque la contribution de son poste à ce contrat n'est pas compatible avec les contributions requises pour ses activités dans le cadre du présent contrat, ne doit en aucun cas être proposé comme expert principal pour le présent contrat. Par conséquent, l'expert peut participer à des procédures d'appel d'offres parallèles, mais doit en informer le pouvoir adjudicateur dans la déclaration d'exclusivité et de disponibilité. En outre, l'expert est tenu d'informer immédiatement le soumissionnaire s'il est retenu dans une autre procédure d'appel d'offres et s'il est censé accepter le premier engagement qui lui est proposé chronologiquement.

Si un expert principal est proposé en tant qu'expert principal par plusieurs soumissionnaires avec l'accord de l'expert principal, les offres correspondantes seront rejetées.

Après avoir sélectionné une entreprise en partie sur la base d'une évaluation des principaux experts présentés dans l'offre, le pouvoir adjudicateur s'attend à ce que le marché soit exécuté par ces experts spécifiques. Toutefois, après la lettre d'attribution, le soumissionnaire retenu peut proposer des remplaçants pour les experts principaux sous certaines conditions (pour plus d'informations, voir le point 17).

- b) **Les CV de chacun des experts principaux.** Chaque CV ne doit pas dépasser 5 pages et un seul CV doit être fourni pour chaque poste identifié dans le cahier des charges. Dans le cas de CV de plus de 5 pages, seules les 5 premières pages seront prises en compte.

Les qualifications et l'expérience de chaque expert principal doivent correspondre clairement aux profils indiqués dans le cahier des charges. Si un expert ne satisfait pas aux exigences de chaque critère d'évaluation (c'est-à-dire les qualifications et les compétences, l'expérience professionnelle générale et l'expérience professionnelle spécifique), il sera évalué en conséquence (voir la note ci-dessous au point 14.2).

Les CV des experts non-principaux ne doivent pas être soumis.

(6) **Preuves documentaires pour les experts principaux**

Les soumissionnaires doivent fournir les documents suivants pour tout expert principal proposé:

- une copie des diplômes mentionnés dans leur CV,
- une copie des attestations d'employeur ou des références prouvant l'expérience professionnelle indiquée dans leur CV.

Seuls les diplômes et l'expérience documentée seront pris en compte. L'expérience antérieure ayant entraîné la rupture du contrat et la résiliation ne doit pas être utilisée comme référence.

Si les preuves documentaires présentées ne sont pas rédigées dans la langue de la procédure, une traduction dans cette langue doit être jointe. Les preuves documentaires ou les déclarations peuvent être en original ou en copie. Si des copies sont soumises, les originaux doivent pouvoir être envoyés au pouvoir adjudicateur sur demande.

Il est rappelé aux soumissionnaires que la fourniture de fausses informations dans le cadre de la présente procédure d'appel d'offres peut entraîner le rejet de leur offre et leur exclusion des procédures d'appel d'offres et des marchés de la BEI.

6.2 Offre financière

Il est rappelé aux soumissionnaires que le budget maximal disponible pour ce marché, tel qu'indiqué dans l'avis de marché, s'élève à **EUR 1 900 000**. Les paiements au titre du présent contrat seront effectués dans la monnaie de l'offre.

L'offre financière doit être présentée en euros à l'aide du modèle figurant dans la partie C.04 du présent dossier d'appel d'offres.

Pour compléter la feuille de calcul:

- 1) Indiquez les tarifs pour chaque catégorie d'expert
- 2) Indiquez le nombre estimé de jours ouvrables pour chaque catégorie d'experts, en fonction de votre organisation et de votre méthodologie et conformément aux termes de référence.
- 3) Le cas échéant, inscrire la provision pour frais accessoires telle qu'elle figure dans le cahier des charges.
- 4) S'il y a lieu, inscrivez le montant pour les activités liées aux sommes forfaitaires définies dans le cadre de référence.
- 5) Le cas échéant, indiquez le montant de la provision pour la vérification des dépenses tel qu'indiqué dans le cahier des charges.

7 Variantes

Les soumissionnaires **ne sont pas** autorisés à soumissionner pour une variante en plus de la présente offre.

8 Période pendant laquelle les offres sont contraignantes

Les soumissionnaires sont liés par leur offre pendant **6 mois** après la date limite de soumission des offres.

Le pouvoir adjudicateur peut demander aux soumissionnaires de prolonger le délai si cela est jugé nécessaire.

9 Informations complémentaires avant la date limite de soumission des offres

Le dossier d'appel d'offres doit être suffisamment clair pour éviter que les soumissionnaires n'aient à demander des informations supplémentaires au cours de la procédure.

Les soumissionnaires peuvent poser leurs questions par écrit **dans les délais indiqués au point 3 ci-dessus**, exclusivement par email à l'adresse suivante : glo-cpcm-procurement@eib.org, avec c.cottam@eib.org en copie. L'objet du courriel doit suivre le format suivant : **DEMANDE DE CLARIFICATION – AA-010591-002 – <NOM DU SOUMISSIONNAIRE>**.

Le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de fournir des éclaircissements sur les demandes transmises après cette date.

Le pouvoir adjudicateur publiera ses réponses sur la même page web de la BEI que le dossier d'appel d'offres tel que spécifié dans l'avis de marché (<https://www.eib.org/en/about/procurement/calls-technical-assistance/all/aa-010591002>). Les

soumissionnaires intéressés sont invités à consulter régulièrement cette page afin de télécharger les clarifications publiées par le pouvoir adjudicateur.

Tout soumissionnaire souhaitant organiser des réunions individuelles avec le pouvoir adjudicateur et/ou le promoteur concernant le présent marché au cours de la période d'appel d'offres peut être exclu de la procédure d'appel d'offres.

Aucune réunion d'information et aucune visite des lieux n'est prévue. Les visites de soumissionnaires potentiels individuels pendant la période d'appel d'offres ne peuvent pas être organisées par le pouvoir adjudicateur ou le promoteur.

10 Soumission des offres

Les offres doivent être soumises uniquement par voie électronique, conformément aux instructions suivantes:

Les soumissionnaires doivent faire part de leur intention de soumettre une offre par courrier électronique à l'adresse suivante: glo-cpcm-procurement@eib.org jusqu'à 48 heures avant la date limite de soumission spécifiée à **la section 3** au plus tard.

24 heures avant la date limite de soumission indiquée au point 3, les soumissionnaires qui ont exprimé leur intention de soumettre une offre recevront un lien pour télécharger leurs propositions sur la plateforme «OneDrive®» de la BEI.

L'offre complète (y compris l'offre technique et financière) doit être téléchargée avant la date limite de soumission mentionnée au point 3.

10.1 Proposition technique

Comme décrit au point 6.1 ci-dessus, la **proposition technique** doit être soumise dans des fichiers pdf distincts, comme suit:

1. Un (1) fichier PDF comprenant le formulaire de soumission de l'offre
2. Pour chaque entité juridique identifiée à la section 1 du formulaire de soumission de l'offre, un (1) PDF comprenant a) la déclaration sur l'honneur du soumissionnaire, b) la déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et de sélection et à l'absence de conflit d'intérêts, c) le dossier «entité juridique», d) les documents officiels d'enregistrement de l'entité, e) le pouvoir de signature, f) le cas échéant, la ou les lettres d'engagement des entités fournissant des capacités accompagnées de la ou des «déclaration(s) sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et de sélection et à l'absence de conflit d'intérêts» des entités fournissant des capacités.
3. Un (1) fichier PDF comprenant l'organisation et la méthodologie du soumissionnaire
4. Un (1) fichier PDF comprenant les CV des Experts Principaux,
5. Un (1) fichier PDF comprenant les pièces justificatives pour les experts principaux (leurs déclarations respectives d'exclusivité et de disponibilité, diplômes et certificats ou références d'employeur).
6. Un (1) fichier EXCEL comprenant la fiche de soumission de l'offre, en utilisant le modèle figurant dans la partie C.07 du dossier d'appel d'offres.
7. Un (1) fichier PDF comprenant les preuves documentaires des références présentées à la section 5 du formulaire de soumission de l'offre. Les preuves documentaires doivent être présentées dans le même ordre que les références et doivent être clairement liées/étiquetées à la référence correspondante. Les soumissionnaires sont invités à insérer des signets dans le PDF afin de faciliter l'examen du document.

Les fichiers PDF doivent être soumis au format PDF consultable, et le nom de chaque fichier doit inclure la référence de l'offre (**AA-010591-002**) et le nom du soumissionnaire (uniquement le nom du chef de file dans le cas où l'offre est soumise par un consortium). Le cas échéant, les fichiers PDF devraient inclure des signets pour faciliter la navigation dans le document.

10.2 Proposition financière

La **proposition financière** doit être présentée comme suit:

1. Un fichier PDF incluant l'offre financière.

Le fichier PDF de la proposition financière **doit être protégé par un mot de passe**. Le pouvoir adjudicateur ne demandera le mot de passe pour ouvrir le fichier PDF qu'après l'achèvement de l'évaluation des propositions techniques, et uniquement aux soumissionnaires dont la proposition technique a obtenu une note égale ou supérieure à 80% (voir section 14.5 ci-dessous).

Veillez noter: Il incombe au soumissionnaire de veiller à ce que les fichiers soient dûment protégés et à ce que le mot de passe soit valide. **Si les fichiers ne sont pas protégés par un mot de passe ou ne peuvent pas être ouverts, les soumissionnaires ne seront pas autorisés à soumettre à nouveau un nouveau dossier d'offre financière et leur offre sera rejetée.**

10.3 Signature

Les documents administratifs (formulaires et déclarations) peuvent être signés électroniquement. En cas de signature à l'encre humide, une copie originale des documents peut être demandée à l'attributaire avant la signature du contrat.

Les offres soumises par tout autre moyen ne seront pas prises en considération.

Toute violation de ces règles (par exemple, fichiers non protégés / ou références au prix dans l'offre technique) constitue une irrégularité qui entraînera le rejet de l'offre.

11 Modification ou retrait des offres

Les soumissionnaires peuvent modifier ou retirer leur offre sur la plateforme « OneDrivet® » de la BEI avant la date limite de soumission des offres. Les offres ne peuvent être modifiées après cette date limite et l'accès à la plateforme sera désactivé après la date limite de soumission.

12 Coûts de préparation des offres

Aucun frais engagé par le soumissionnaire pour la préparation et la soumission de l'offre n'est remboursable. Tous ces frais doivent être pris en charge par le soumissionnaire, y compris les frais liés aux entretiens avec les experts proposés.

13 Propriété des offres

Le pouvoir adjudicateur conserve la propriété de toutes les offres reçues dans le cadre de la présente procédure d'appel d'offres. Par conséquent, les soumissionnaires n'ont pas le droit de voir leur offre leur être renvoyée.

14 Évaluation des offres et critères d'attribution

14.1 Respect des critères de sélection

La conformité des soumissionnaires aux exigences des critères de sélection (voir point 5 des présentes instructions aux soumissionnaires) sera analysée au début du processus d'évaluation. Le non-respect entraînera le rejet de l'offre.

14.2 Évaluation des offres techniques

Pour les offres soumises par des soumissionnaires satisfaisant aux critères de sélection, la qualité de chaque offre technique sera évaluée conformément aux critères d'attribution et à la pondération correspondante, comme indiqué au point 15.3 ci-dessous. Aucun autre critère

d'attribution ne sera utilisé. Les critères d'attribution seront examinés conformément aux exigences énoncées dans le cahier des charges (partie B du présent dossier d'appel d'offres).

Seules les offres ayant obtenu une note égale ou supérieure à 80 sont déclarées «techniquement acceptées». Toute offre n'atteignant pas le seuil de 80 points sera automatiquement rejetée.

Sur les offres atteignant le seuil de 80 points, la meilleure offre technique se voit attribuer 100 points. Les autres reçoivent des points calculés à l'aide de la formule suivante:

$$\text{Note technique} = \frac{\text{Note finale de l'offre technique en question}}{\text{Score final de la meilleure offre technique}} \times 100$$

14.3 Grille d'évaluation

La proposition technique sera notée selon la grille suivante:

	Note maximale
Organisation et méthodologie	30
Justification	5
Stratégie	13
Standards et gestion de qualité	5
Calendrier des activités et des ressources	7
Experts principaux	70
Expert principal 1	20
<i>Qualifications et compétences</i>	4
<i>Expérience professionnelle générale</i>	6
<i>Expérience professionnelle spécifique</i>	10
Expert principal 2	20
<i>Qualifications et compétences</i>	5
<i>Expérience professionnelle générale</i>	5
<i>Expérience professionnelle spécifique</i>	10
Expert principal 3	15
<i>Qualifications et compétences</i>	3
<i>Expérience professionnelle générale</i>	3
<i>Expérience professionnelle spécifique</i>	9
Expert principal 4	15
<i>Qualifications et compétences</i>	3
<i>Expérience professionnelle générale</i>	3
<i>Expérience professionnelle spécifique</i>	9
Note totale globale	100

Le contenu de l'organisation et de la méthodologie est décrit à la section 6.1.3 du document. Le profil des experts principaux est décrit dans le cahier des charges.

Note pour l'évaluation des experts principaux : Les experts principaux seront notés en fonction des exigences énoncées dans le mandat. Pour l'évaluation des experts principaux, les 80% serviront de ligne directrice. Cela signifie que lorsqu'un expert est techniquement

acceptable pour un critère particulier (lorsqu'il satisfait à l'exigence relative à ce critère telle qu'elle est décrite dans le cahier des charges), 80% de la note maximale prévue pour ce critère lui sera attribuée. Si l'expert dépasse l'exigence décrite dans le Tors pour ce critère, un pourcentage compris entre 81 et 100% de la note maximale prévue pour ce critère sera attribué, en fonction de la mesure dans laquelle l'expert dépasse l'exigence. Si l'expérience de l'expert est inférieure à l'exigence décrite dans le cahier des charges pour ce critère, il sera noté en conséquence, un pourcentage inférieur à 80% sera attribué, en fonction de la mesure dans laquelle l'expérience de l'expert est inférieure à l'exigence.

14.4 Entretien

Aucun entretien n'est prévu.

14.5 Évaluation des offres financières

À l'issue de l'évaluation technique, le fichier PDF des offres financières (voir section 11 ci-dessus) pour les offres qui n'ont pas été éliminées lors de l'évaluation technique sera ouvert (c'est-à-dire celles ayant obtenu une note moyenne de 80 points ou plus). **Les offres dépassant le budget maximal spécifié à la section 6.2 ci-dessus seront éliminées.**

L'offre présentant le prix le plus bas (honoraires + montants forfaitaires et/ou accessoires + vérification des dépenses) reçoit 100 points. Les autres se voient attribuer des points au moyen de la formule suivante:

$$\text{Note financière} = \frac{\text{Prix le plus bas des offres techniquement conformes}}{\text{Prix de l'offre à l'étude}} \times 100$$

Toute erreur arithmétique est corrigée sans pénalité pour le soumissionnaire de telle sorte que, en cas de divergence entre un taux d'honoraires et le montant total résultant de la multiplication du taux d'honoraires par le nombre correspondant de jours ouvrables, le taux d'honoraires indiqué doit prévaloir, à moins que l'avis du comité d'évaluation ne contienne une erreur manifeste dans le taux d'honoraires, auquel cas le montant total indiqué doit prévaloir et le taux d'honoraires doit être corrigé.

14.6 Choix du soumissionnaire retenu

L'attribution de l'offre se fait selon le **meilleur rapport qualité-prix**, établi en pondérant la qualité technique par rapport au prix sur une base 80/20.

Cela se fait en ajoutant:

- les notes techniques attribuées aux offres techniques multipliées par 0,80
- et
- les notes financières attribuées aux offres financières multipliées par 0,20

15 Confidentialité

L'ensemble de la procédure d'évaluation est confidentiel. Les décisions du comité d'évaluation sont collectives et ses délibérations se tiennent à huis clos. Les membres du comité d'évaluation sont tenus au secret. Les rapports d'évaluation et les comptes rendus écrits, en particulier, sont confidentiels et ne peuvent être communiqués ni aux soumissionnaires ni à une partie autre que le pouvoir adjudicateur et, le cas échéant, la Commission européenne, l'Office européen de lutte antifraude et la Cour des comptes européenne.

16 Clauses déontologiques / Pratiques de corruption

- a) Toute tentative d'un soumissionnaire d'obtenir des informations confidentielles, de conclure des accords illicites avec des concurrents ou d'influencer le comité d'évaluation ou le pouvoir adjudicateur au cours du processus d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des offres entraînera le rejet de son offre et pourra donner lieu à des sanctions administratives.

- b) Le soumissionnaire ne doit pas être affecté par un conflit d'intérêts et ne doit pas avoir de relation équivalente à cet égard avec d'autres soumissionnaires ou parties impliquées dans la mission en cours.
- c) La Banque européenne d'investissement se réserve le droit de suspendre ou d'annuler le financement de projets si des pratiques de corruption de quelque nature que ce soit sont découvertes à n'importe quel stade de la procédure d'attribution ou pendant l'exécution d'un contrat. Aux fins de la présente disposition, on entend par «pratiques de corruption» l'offre d'un pot-de-vin, d'un cadeau, d'une gratification ou d'une commission à toute personne à titre d'incitation ou de récompense pour l'accomplissement ou l'abstention de tout acte relatif à l'attribution d'un marché ou à l'exécution d'un marché déjà conclu avec le pouvoir adjudicateur.
- d) Les offres seront rejetées ou les contrats résiliés s'il apparaît que l'attribution ou l'exécution d'un contrat a donné lieu à des dépenses commerciales inhabituelles. Ces frais commerciaux inhabituels sont les commissions qui ne sont pas mentionnées dans le contrat principal ou qui ne découlent pas d'un contrat correctement conclu se référant au contrat principal, les commissions qui ne sont pas payées en contrepartie d'un service réel et légitime, les commissions remises à un paradis fiscal, les commissions versées à un bénéficiaire qui n'est pas clairement identifié ou les commissions versées à une société qui a toutes les apparences d'une société écran.
- e) Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de suspendre ou d'annuler la procédure lorsque celle-ci s'avère entachée d'erreurs substantielles, d'irrégularités ou de fraude. Si des erreurs substantielles, des irrégularités ou des fraudes sont constatées après l'attribution du marché, le pouvoir adjudicateur peut s'abstenir de conclure le marché.

17 Signature du contrat

17.1 Notification de l'attribution

L'attributaire sera informé par écrit de l'acceptation de son offre.

L'attributaire confirmera alors la disponibilité ou l'indisponibilité de ses experts principaux dans un délai de 5 jours à compter de la date de notification de l'attribution.

En cas d'indisponibilité, le soumissionnaire sera autorisé à proposer un ou plusieurs experts principaux de remplacement. L'attributaire justifiera dûment l'échange de l'expert principal, mais l'acceptation ne sera pas limitée à des cas spécifiques. Plusieurs experts-principaux de remplacement peuvent être proposés, mais un seul délai de 15 jours à compter de la date de notification de l'attribution sera proposé. Le ou les experts-principaux de remplacement ne peuvent pas être des experts proposés par un autre soumissionnaire dans le même appel d'offres.

La note totale de l'expert-principal remplaçant doit être au moins aussi élevée que les notes de l'expert-principal proposé dans l'offre. Il convient de souligner que les exigences minimales pour chaque critère d'évaluation doivent être respectées par l'expert remplaçant.

Si des experts principaux de remplacement ne sont pas proposés dans le délai de 15 jours ou si les experts de remplacement ne sont pas suffisamment qualifiés, ou si la proposition de l'expert principal de remplacement modifie les conditions d'attribution qui ont eu lieu, le pouvoir adjudicateur peut décider d'attribuer le marché au deuxième soumissionnaire techniquement le plus conforme (leur donnant également la possibilité de remplacer un expert principal s'il n'est pas disponible).

Si le pouvoir adjudicateur apprend qu'un soumissionnaire a confirmé la disponibilité d'un expert principal et signé le contrat alors que le soumissionnaire a délibérément dissimulé le fait que l'expert principal n'est pas disponible à compter de la date indiquée dans le dossier d'appel d'offres pour le début de la mission, le pouvoir adjudicateur peut décider de résilier le contrat sur la base de l'article 36, paragraphe 3, point m), des conditions générales

17.2 Preuves documentaires exigées de l'attributaire

Avant que le pouvoir adjudicateur ne signe le contrat avec l'attributaire, ce dernier doit fournir les informations complémentaires et les preuves documentaires énumérées ci-dessous.

- (1) Preuves ou déclarations documentaires requises en vertu du droit du pays dans lequel la société (ou chacune des sociétés pour les consortiums) est effectivement établie, afin de démontrer qu'elle ne se trouve dans aucune des situations d'exclusion prévues à l'article 57 de la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil. Ces preuves, documents ou déclarations doivent être datés d'un an au plus avant la date de soumission de l'offre. En outre, une déclaration doit être fournie indiquant que les situations décrites dans ces documents n'ont pas changé depuis lors.

Si la nature de votre entité est telle qu'elle ne peut pas se trouver dans les situations d'exclusion et/ou ne peut pas fournir les documents indiqués ci-dessus (par exemple, les administrations publiques nationales et les organisations internationales), veuillez fournir une déclaration expliquant cette situation.

Le pouvoir adjudicateur peut dispenser tout soumissionnaire de l'obligation de produire les preuves documentaires visées ci-dessus si ces preuves ont déjà été présentées aux fins d'une autre procédure de passation de marché, pour autant que la date de délivrance des documents ne dépasse pas un an et qu'ils soient toujours valables. Dans ce cas, le soumissionnaire doit déclarer sur l'honneur que les preuves documentaires ont déjà été fournies dans le cadre d'une procédure de passation de marché antérieure et confirmer que sa situation n'a pas changé.

- (2) Preuve documentaire de la capacité financière et économique ainsi que de la capacité technique et professionnelle conformément aux critères de sélection spécifiés au point 5 ci-dessus. Si les preuves documentaires de la capacité technique n'ont pas été demandées à la section 5.3, la liste des références qualifiées sera communiquée dans la lettre de notification d'attribution et il vous sera uniquement demandé de soumettre des preuves documentaires pour ces références.

Si les preuves documentaires présentées ne sont pas rédigées dans la langue de la procédure, une traduction dans cette langue doit être jointe. Les preuves documentaires ou les déclarations peuvent être en original ou en copie. Si des copies sont soumises, les originaux doivent pouvoir être envoyés au pouvoir adjudicateur sur demande.

Si l'attributaire ne fournit pas les preuves documentaires énumérées ci-dessus dans les 15 jours calendrier suivant la notification de l'attribution ou s'il s'avère que l'attributaire a fourni de fausses informations, l'attribution sera considérée comme nulle et non avenue. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur peut attribuer l'offre à un autre soumissionnaire ou annuler la procédure d'appel d'offres.

17.3 Signature du (des) contrat(s)

Dans les 30 jours suivant la réception du contrat, le soumissionnaire retenu signe et date le contrat et le renvoie au pouvoir adjudicateur.

Le non-respect de cette exigence par le soumissionnaire retenu peut constituer un motif d'annulation de la décision d'attribution du marché. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur peut attribuer l'offre à un autre soumissionnaire ou annuler la procédure d'appel d'offres.

De préférence, le contrat devrait être signé numériquement par les mandataires au moyen de leur signature électronique qualifiée (QES), conformément au règlement (UE) no 910/2014 (règlement eIDAS).

Les autres soumissionnaires seront informés, en même temps que la notification de l'attribution, que leurs offres n'ont pas été retenues par lettre type, y compris une indication des faiblesses relatives de leur offre au moyen d'un tableau comparatif des notes attribuées à l'offre retenue et à l'offre non retenue. Le deuxième meilleur soumissionnaire est informé de la notification de l'attribution au soumissionnaire retenu, sous réserve de la possibilité de recevoir une notification d'attribution en cas d'impossibilité de signer le contrat avec le soumissionnaire classé en

première position. Ensuite, l'offre du deuxième meilleur soumissionnaire reste valable, comme indiqué au point 8. Le deuxième soumissionnaire peut refuser l'attribution du marché si, à la réception d'une notification d'attribution, la validité de son offre a expiré.

En outre, le pouvoir adjudicateur informera en même temps les soumissionnaires évincés restants et ces lettres auront pour conséquence que la validité de leurs offres ne sera pas maintenue.

L'avis d'attribution de marché correspondant sera publié sur le site web <http://ted.europa.eu/TED/main/HomePage.do>.

18 Annulation de la procédure d'appel d'offres

En cas d'annulation de la procédure d'appel d'offres, le pouvoir adjudicateur en informera les soumissionnaires. En cas d'annulation de l'appel d'offres avant l'ouverture de l'enveloppe extérieure de toute offre, les enveloppes non ouvertes et scellées seront retournées aux soumissionnaires.

L'annulation peut se produire, par exemple, lorsque:

- la procédure d'appel d'offres n'a pas abouti, c'est-à-dire qu'aucune offre appropriée, qualitativement ou financièrement acceptable n'a été reçue ou qu'il n'y a eu aucune réponse valable;
- il y a des changements fondamentaux dans les données économiques ou techniques du projet;
- des circonstances exceptionnelles ou un cas de force majeure rendent impossible l'exécution normale du contrat;
- toutes les offres techniquement acceptables dépassent les ressources financières disponibles;
- il y a eu des erreurs substantielles, des irrégularités ou des fraudes dans la procédure, en particulier si elles ont empêché une concurrence loyale;
- l'attribution n'est pas conforme à la bonne gestion financière, c'est-à-dire qu'elle ne respecte pas les principes d'économie, d'efficacité et d'efficacité (par exemple, le prix proposé par le soumissionnaire auquel le marché doit être attribué est objectivement disproportionné par rapport au prix du marché);
- S'il existe une clause de suspension: Condition liée à la signature de l'accord de coopération avec le promoteur ou de l'accord de contribution/délégation avec la Commission européenne ou un autre mandant.

En aucun cas, le pouvoir adjudicateur ne peut être tenu responsable de quelque dommage que ce soit, y compris, mais sans s'y limiter, des dommages-intérêts pour manque à gagner, liés de quelque manière que ce soit à l'annulation d'une procédure d'appel d'offres, même si le pouvoir adjudicateur a été informé de la possibilité de dommages-intérêts. La publication d'un avis de marché n'engage pas le pouvoir adjudicateur à mettre en œuvre le programme ou le projet annoncé.

19 Déclaration de confidentialité

Au cours de la procédure d'appel d'offres, la BEI aura accès à certaines données à caractère personnel (informations relatives à une personne physique identifiée ou identifiable). La déclaration de confidentialité de la BEI, disponible à l'adresse <https://www.eib.org/fr/privacy/procurement.htm>, fournit des informations sur la collecte et l'utilisation de données à caractère personnel dans le cadre des procédures de passation de marchés.

20 Autres dispositions

Cette procédure d'appel d'offres est lancée avec une «clause suspensive». Cela signifie que l'attribution du marché est subordonnée à la disponibilité des fonds.

Les soumissionnaires intéressés à participer à la présente procédure d'appel d'offres doivent être pleinement conscients du fait que le pouvoir adjudicateur ne peut en aucun cas être tenu responsable de quelque dommage que ce soit, y compris, mais sans s'y limiter, des dommages-intérêts pour manque à gagner/coûts subis par le soumissionnaire lors de la préparation et de la soumission de son offre, liés de quelque manière que ce soit à l'annulation de la procédure d'appel d'offres sur la base de la «clause de suspension», même si le pouvoir adjudicateur a été informé de la possibilité de dommages-intérêts.

À ce titre, en soumettant son offre, le soumissionnaire accepte pleinement le recours à la «clause suspensive» dans le cadre de la présente procédure d'appel d'offres ainsi que ses éventuelles conséquences.

- Le consultant doit indiquer le prix net de toute taxe.

En vertu de l'article 21 du protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne [C_2012326FR.01020101.xml (europa.eu)] et de l'article 151, point b), de la directive 2006/112/CE du Conseil relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée, la BEI bénéficie de l'exonération de la TVA sur ses achats dans les États membres de l'Union européenne. En sa qualité d'organisme communautaire, la BEI n'est pas assujettie à la TVA et n'a donc pas de numéro de TVA. Un certificat d'exonération de la TVA intracommunautaire (formulaire 15.10) peut vous être fourni si vous en avez besoin pour justifier auprès des autorités fiscales locales l'émission d'une facture hors TVA.

Dans le même temps, il convient de noter que, même si une exonération fiscale locale est obtenue, tout produit acheté/importé dans le(s) pays bénéficiaire(s) afin de faciliter l'opération d'assistance technique, et qui restera la propriété du contractant après la fin de la période d'exécution du contrat, pourrait être soumis au paiement de taxes locales (résiduelles) et que ces taxes ne doivent pas être facturées au pouvoir adjudicateur.

- Tout litige relatif aux marchés publics passés par la BEI relèverait de la compétence de la Cour de justice de l'Union européenne.

21 Périmètre des services supplémentaires

Le pouvoir adjudicateur peut, à sa discrétion et sous réserve de la disponibilité de ressources financières, élargir le périmètre du projet à des services supplémentaires ou complémentaires et en prolonger le budget et la durée. Plus précisément, des services supplémentaires peuvent être requis pour étendre le champ d'application de la passation de marché de services à soutenir par le contrat.

La valeur maximale de ces services supplémentaires s'élève à **950 000 EUR** et la prolongation éventuelle connexe est de **20 mois supplémentaires** au maximum.

Toute prolongation ou augmentation du contrat est subordonnée à l'obtention de résultats satisfaisants de la part du consultant